

Schteingart, Marta, éd. (1989) *Changement social et mutations urbaines en Afrique latine*. Bordeaux, CNRS-ORSTOM, 401 p.

Maria Geralda De Almeida

Volume 35, Number 95, 1991

Partenariat et territoire

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/022192ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/022192ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

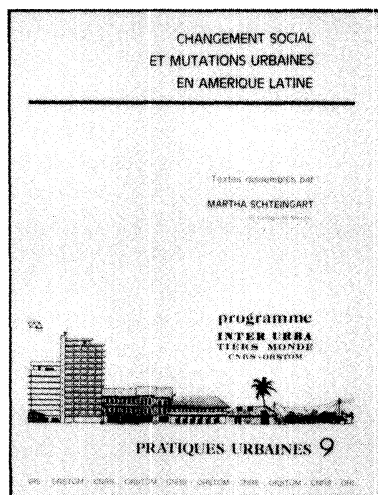
De Almeida, M. G. (1991). Review of [Schteingart, Marta, éd. (1989) *Changement social et mutations urbaines en Afrique latine*. Bordeaux, CNRS-ORSTOM, 401 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 35(95), 450–452.  
<https://doi.org/10.7202/022192ar>

Mais la fragilité peut-elle se définir par des combinaisons d'indicateurs objectifs? Pour H. Gumuchian, il n'est pas douteux que reste bien pauvre une analyse de l'espace qui n'intègre pas les représentations et les pratiques des individus qui le vivent. C'est ce souci qui a guidé son enquête sur 17 de ces municipalités fragiles. Il s'en dégage d'intéressantes variations sur les concepts de mobilité, de distance, de dispersion. Des représentations, l'auteur descend aux pratiques spatiales et sonde l'émergence de nouvelles territorialités.

Sur le plan de la méthode, on peut regretter le caractère elliptique des explications qui accompagnent les analyses de discours. Certains ne manqueront pas de questionner l'élaboration de l'indice de fragilité construit, est-il dit sans fard, «à partir d'indicateurs additionnés sans pondération aucune». De toute évidence, H. Gumuchian a été séduit par son terrain, et la sympathie colore le questionnement sur le devenir abitibien. Mais en définitive, il manque encore l'ultime réflexion dans le jeu des miroirs: la réaction des Abitibiens à ce nouveau regard.

Claude Manzagol  
Département de géographie  
Université de Montréal

SCHTEINGART, Marta, éd. (1989) *Changement social et mutations urbaines en Amérique latine*. Bordeaux, CNRS-ORSTOM, 401 p.



Le numéro 9 des *Pratiques Urbaines*, publié par le Programme INTER URBA tiers-monde du CNRS-ORSTOM, rassemble 18 études sous la direction de Martha Schteingart d'*El Colegio de Mexico*. Celles-ci sont signées principalement par des spécialistes de divers pays. Neuf sont des traductions de bonne qualité.

La première partie de l'ouvrage est consacrée à l'ensemble latino-américain en général. Les quatre articles nous offrent un survol critique ainsi que quelques hypothèses qui nous expliquent et qui nous font comprendre les événements

---

depuis le début de cette décennie, caractérisée par ce que Schteingart nomme «changement social et mutations urbaines en Amérique latine».

L'autre ensemble se compose d'une série d'études de cas où l'analyse de la situation particulière de certaines métropoles et régions est approfondie (Mexique, Brésil, Chili, Équateur, Argentine, Colombie, Venezuela et Amérique centrale).

Qu'est-ce qu'il y a de nouveau dans cette analyse? En feuilletant les pages de l'ouvrage, on croise des *pepenadores* ou ramasseurs d'ordures, des femmes affamées, attristées et mal rémunérées, des marchands d'occasion, des mendiants, des millions de jeunes sans possibilité d'emploi et sans alternative de loisir, des *pobladores*, des *allegados*, des travailleurs du PEM et du POJH du Chili... On est aussi partout bousculé par les chômeurs envahissant les rues et les places, qui partagent l'achat du journal pour se mettre au courant des offres d'emploi.

Les problèmes de transports nous invitent à participer à des grèves sauvages à Lima, à des *quebras-quebras* au Brésil, et à la «guerre des quatre sous» à Quito et Guayaquil. Et c'est avec une sorte de rage sourde qu'on apprend du Brésil à São Paulo et Rio de Janeiro les rapports de forces entre les agents locaux de transport publics et privés, rendant ainsi difficile la constitution d'un système intégré de transport collectif urbain, ceci en faveur de la majorité des usagers.

Dans cette promenade, on jette un coup d'oeil attentif et particulièrement original au financement public dans le District fédéral de la ville de Mexico. À cette ville, on nous propose de s'attarder plus longuement à une réflexion sur sa décentralisation comme moyen de reprise économique et politique depuis le séisme de 1985. De même sur celui-ci et sur les aspects juridiques, sociaux et financiers, encore non résolus, de l'expropriation et de la construction de logements.

Dans les villes de cette Amérique latine, on se promène dans des quartiers pauvres, étroits et malodorants de Mexico et de Santiago du Chili appelés *vecindades* ou *colonias*, dans des *ranchos* au Venezuela, dans des *favelas* et *cortiços* à São Paulo. On se rend dans les *cuartos redondos* de Mexico, des *conventillos*, *mesones*, *barriadas* ou *villas-miseria* de toutes les villes latino-américaines. On se rend compte que le mot employé pour les désigner n'a aucune importance, car on insiste sur la pénurie de logements et les conflits qui en découlent.

Les logements sont l'objet de plusieurs réflexions. Ils sont analysés au niveau de leurs besoins, des lotissements illégaux, de la mercantilisation des bidonvilles, des nouveaux types d'occupation des terrains qui répondent aux stratégies utilisées par les différents acteurs, ceci pour satisfaire à des intérêts contraires en fonction des conditions imposées par la crise économique.

Ici on ne s'étonne pas d'apprendre que, en 1983 au Venezuela, 80 % de la population vivait en état de pauvreté relative, même s'il s'agissait d'un pays qui augmentait son exportation de pétrole, et qu'environ 16 % des Argentins sont sous-alimentés tandis que le pays s'avérait un des plus grands exportateurs de céréales et de viande du monde.

---

Est-ce que ces problèmes sont nouveaux? Ils sont sûrement déjà connus, sauf que, dans cet ouvrage, on les rattache à la crise économique. Toutes les contributions serrent de très près ce thème. Quelques-unes donnent une explication aux principales manifestations de la crise, telles la diminution de l'engagement de l'État sur ce qui relève du «salaire indirect» des travailleurs, la réduction drastique de l'offre de l'emploi et l'accroissement du chômage et du sous-emploi, la baisse des salaires réels et la forte augmentation des prix.

D'autres parlent des stratégies de survie comme au Chili et en Argentine, montrant à quel point le chômage et la misère ont amené les populations à s'organiser afin de pallier les effets de la crise économique. Ainsi, d'autres contributions se réfèrent à l'impact de la crise sur des aspects particuliers de la vie urbaine dans quelques pays.

Certes, quelques auteurs ne s'entendent pas sur le rôle de cette crise dans les mutations urbaines. Ainsi, M. Lungo Uclés souligne qu'en Amérique centrale on ne peut pas parler de l'existence d'une «crise urbaine», surtout parce que la crise a, avant tout, des effets urbains-régionaux et non pas des effets strictement urbains. De son côté, Mabel Manzanal tire une sonnette d'alarme à l'égard de la distinction entre la crise économique internationale des pays avancés — une crise de structure — et celle du monde sous-développé dont les problèmes structurels sont également liés aux fortes inégalités régionales que je considère historiquement anciennes.

Ceci dit, tout en respectant les idées et les démarches des auteurs des articles, ma remarque se situe principalement au niveau du ton ou de la coloration de l'ouvrage. Par le biais de la crise et de ses impacts, cette coloration est nettement grise, belle et bien articulée au misérabilisme de la population et des villes latino-américaines. Le misérabilisme devient ici paradoxalement une exceptionnelle richesse. Car si les textes ne permettent pas de jeter un regard entièrement neuf sur les villes, ils contribuent somme toute à nourrir les exemples sur cette question. Pendant la lecture, je n'ai pas pu m'empêcher de les associer aux paroles d'Octavio Paz:

«Je parle de la ville immense, réalité quotidienne faite de deux mots: *les autres,*

et en chacun d'eux règne un moi retranché du nous, un je à la dérive»  
(Je parle de la ville).

**Maria Geralda De Almeida**  
Département de géographie  
Université fédérale do Céara/Brésil